

Résumés

Volume 17, numéro 1, 1982

Ottawa 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/030892ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/030892ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN

0068-8878 (imprimé)

1712-9109 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1982). Résumés. *Historical Papers / Communications historiques*, 17(1), 221–227. <https://doi.org/10.7202/030892ar>

All rights reserved © The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada, 1982

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Résumés

CARLAND: Bureaucrats and Imperial Finance...

Entre 1901 et 1910, quarante pour cent des pièces de monnaie frappées au Royaume-Uni circulaient dans les pays britanniques de la côte ouest de l'Afrique. Cette situation n'était certes pas vue d'un bon oeil; d'une part, le *British Treasury* craignait les effets que pourrait avoir une rapatriation soudaine de la monnaie alors que, d'autre part, le *Colonial Office* qui avait la responsabilité de voir au bien-être des colonies, envoyait les profits réalisés par le *Treasury* qui détenait le pouvoir de faire frapper les pièces. Pour remédier au problème et assurer un meilleur contrôle, on institua donc, en 1912, le *West African Currency Board* (WACB).

Le *British Treasury* et le *Colonial Office* furent intimement liés à la création et aux premières activités du WACB mais cette liaison prit la forme d'une lutte pour le contrôle de cette commission. Bien qu'on ait, jusqu'à date, toujours pensé que c'est le *Treasury* qui a eu la haute-main sur l'affaire, cette étude démontre, au contraire, que c'est le *Colonial Office* qui a réussi à dominer la situation et à prendre la commission sous sa tutelle. Pour faire état du comment et du pourquoi de cette prise de pouvoir, l'auteur décrit les mécanismes par lesquels le WACB fut créé et mis en opération au cours des années 1911-12, les modes selon lesquels on a rapatrié l'argent britannique des pays africains pendant les années 1912-14, et la controverse qui entoura la demande du *Treasury* d'être représenté au sein du WACB. Selon l'auteur, les décisions ont toujours favorisé le *Colonial Office* et il est évident que ce sont ses intérêts qui ont toujours prévalu.

GAFFIELD: Boom and Bust...

Peu d'historiens se sont intéressés à l'histoire de la basse vallée de l'Outaouais. La région d'ailleurs n'a jamais attiré l'attention étant loin des grands centres du Québec et de l'Ontario, n'ayant jamais été témoin d'événements historiques marquants et n'ayant jamais, de plus, produit un politicien de renom qui aurait pu la tirer de l'anonymat. Pourtant, son évolution rappelle fort bien les grands thèmes de l'histoire du Canada: diversité culturelle, immigration et émigration, ou encore, progrès et déclin de diverses activités économiques.

Par le biais d'une étude d'un comté de la région, celui de Prescott, l'auteur analyse les rapports qui ont existé entre les changements économiques qui se sont produits au XIX^e siècle et les modifications qu'a subi le profil démographique de la région. Plus précisément, il examine les interrelations qui ont eu cours entre les conditions

HISTORICAL PAPERS 1982 COMMUNICATIONS HISTORIQUES

économiques, d'une part, et les migrations de population, d'autre part, dans un environnement qui était totalement rural à l'époque. Selon l'auteur, l'étude du comté de Prescott démontre que ces relations étaient tout à fait complexes puisqu'elles impliquaient plusieurs facteurs, soit ceux de la formation des familles, du besoin de terres et de l'émergence d'une économie plus axée sur le tandem travail/salaire. La complexité de ces rapports se reflète d'ailleurs dans l'aspect quelque peu confus qui se dégage des modèles que l'on tente d'établir en ce qui concerne l'immigration, la persistance et l'émigration, des phénomènes qui ont caractérisé l'évolution sociale du comté tout au long du XIX^e siècle.

HERON: Hamilton Steelworkers...

C'est en deux phases bien distinctes que le capitalisme industriel fut instauré au Canada, à l'instar d'ailleurs de ce qu'il appert pour les autres pays occidentaux. La "première révolution industrielle" — comme on s'est plu à l'appeler — s'est manifestée au pays vers les années 1850 et 1860 et elle s'est épanouie "en serre chaude" dans les années 1880 à cause de la Politique Nationale qui avait cours à l'époque. La "seconde révolution industrielle" s'amorça au début du XX^e siècle et résultait d'une économie capitaliste beaucoup plus sophistiquée où se côtoyaient une technologie et des moyens de production nouveaux et complexes de même que des géants corporatifs dans les domaines de l'acier, de l'automobile, du papier et des produits chimiques, pour n'en mentionner que quelques-uns.

Bien que cette deuxième phase du capitalisme industriel ait considérablement affecté les conditions de travail de milliers d'hommes et de femmes au Canada, l'historiographie récente, pourtant abondante dans le domaine de l'histoire des travailleurs, a pratiquement ignoré le phénomène de la fabrication en grande série qui caractérisa cette deuxième phase. C'est une partie de cette histoire que l'auteur retrace ici par le biais d'une étude sur l'industrie sidérurgique à Hamilton, Ontario, un des trois grands centres de cette industrie au Canada. Il y examine l'essor de la *Steel Company of Canada* et de ses prédécesseurs entre 1895 et 1930, les transformations que subirent les méthodes de travail dans le domaine de la sidérurgie à l'époque et les relations de travail qui se développèrent au sein de cette corporation dans ses usines de Hamilton.

KENDLE: The Scholar and the State...

Le Président de la Société historique du Canada, John Kendle, nous rappelle dans son discours qu'en 1971, Roger Graham, alors Président de la Société, voyait avec inquiétude s'accroître la dépendance des chercheurs vis-à-vis du gouvernement pour le financement de leurs travaux de recherche. Il craignait que dans un futur rapproché cette dépendance ne s'étende aux sujets mêmes de la recherche, donnant ainsi à l'Etat un moyen d'intervention directe dans les affaires des Universités. Ses appréhensions reposaient également sur les recommandations du Rapport Lamontagne, paru l'année précédente, selon lesquelles il devrait y avoir dorénavant plus de pertinence entre la recherche, les objectifs nationaux et les besoins sociaux.

RÉSUMÉS

Les événements des dernières années démontrent bien que Graham avait vu juste. De plus en plus, en effet, les professionnels dans les domaines des Sciences sociales et des Humanités ont vu leur rôle circonscrit par des décisions politiques présumément prises dans l'intérêt de la Nation. L'histoire du CRSHC des dernières années, les politiques qui lui ont été imposées et les limites de fonds dont il a été l'objet en témoignent d'ailleurs fort éloquemment. Les implications multiples qui en découlent touchent de près notre Société. Il est donc important que ses membres prennent une part active au débat pour faire en sorte que l'aide apporté aux arts et aux lettres par l'Etat ne se transforme pas en contrôle de l'Etat. Il est bon que l'on se rappelle cet idéal en cette année du 25^e anniversaire du Conseil des Arts et du 60^e anniversaire de la Société historique du Canada.

LESLIE: The Bagot Commission...

En octobre 1842, Charles Bagot, le gouverneur-général de l'Amérique du Nord britannique, lançait une enquête sur les activités du Ministère des Affaires indiennes dans l'est et l'ouest du Canada. Son but était double: d'une part, il espérait établir de nouvelles politiques et mettre sur pied des réformes visant à améliorer les conditions de vie des Indiens et, d'autre part, il souhaitait réduire les dépenses courantes du Ministère en question. Trois commissaires furent donc chargés d'examiner les archives du Ministère, de recevoir les rapports des groupes intéressés, d'interroger les surintendants locaux et de se renseigner auprès des chefs de tribus.

Leur rapport fut complété en janvier 1844 et il se composait de trois parties. La première retraçait l'histoire chronologique des politiques indiennes antérieures tout en rationalisant les démarches ayant entouré la ratification des traités indiens et elle présentait, de plus, un sommaire du programme adopté jusqu'en 1839 pour civiliser les Indiens. La deuxième partie faisait le bilan des progrès économiques et sociaux réalisés chez les Indiens de l'est et de l'ouest et elle faisait état de données statistiques concernant les populations indiennes et métisses, la superficie des réserves, les progrès en agriculture, la santé, les écoles, les droits territoriaux, la tempérance et les conversions. La dernière partie, enfin, examinait de près l'organisation et le personnel du Ministère des Affaires indiennes.

Cette enquête ne resta pas lettre morte. A la suite du rapport, le Ministère fut réorganisé et de nouvelles politiques furent établies. De fait, le rapport de la commission Bagot fut la première d'une série d'enquêtes qui se sont penchées sur l'évaluation, la redéfinition et la réitération des programmes pour civiliser les Indiens dans les décennies qui précédèrent la Confédération. De plus, de par ses visées, le document s'avéra la première tentative de retracer l'histoire du Ministère des Affaires indiennes au pays.

MACKENZIE: The Path to Temptation...

Pendant la Deuxième Guerre Mondiale, la dépendance économique du Canada vis-à-vis du commerce international augmenta considérablement. En 1944, en effet, les exportations canadiennes comptaient pour 31 pour cent du revenu national. La bonne part de ces exportations, toutefois, était dirigée vers le Royaume-Uni et était surtout constituée des contributions canadiennes à ce qu'il était convenu d'appeler, à l'époque, l'effort de guerre. Conséquemment, tout au long des années de guerre, le marché britannique exerça une influence certaine, voire souvent décisive, sur les politiques économiques extérieures du Canada. On comprend, dès lors, que le Canada ait surveillé de près les politiques commerciales de Whitehall, préoccupé qu'il était des problèmes que poserait le financement des échanges commerciaux entre les pays pendant la période de transition entre la guerre et la paix et de la nécessité qu'il y avait de s'assurer un marché stable et prospère dans le futur.

L'auteur étudie ici une des ententes qui résulta de ces préoccupations, soit celle d'un prêt consenti par le Canada au Royaume-Uni, en 1946, en vue de sa reconstruction. En replaçant toute la question dans le contexte des intérêts économiques et politiques du gouvernement canadien de l'époque, l'auteur examine l'arrière-plan de la démarche et retrace minutieusement les diverses négociations qui aboutirent à l'entente finale.

McDOUGALL: Implementing Reform...

Les historiens plus anciens qui se sont penchés sur la question de la réforme sociale en France pendant la Troisième République ont surtout fait ressortir les buts avoués des réformateurs et les succès ou insuccès des mesures adoptées. En règle générale, ils jetaient un regard sympathique sur les réformateurs tout en déplorant l'évidente inadéquation des mesures prises. Plus récemment, d'autres historiens ont dégagé une image beaucoup moins élogieuse de ces réformateurs en démontrant que leurs recommandations représentaient souvent un moyen de contrôle social. De plus, ils ont établi — même s'ils se sont peu attardés à l'application des réformes — que les diverses lois mises en vigueur à l'époque ont modifié certains comportements sociaux tels la discipline au travail et l'éducation des enfants.

Selon l'auteur, aucun des deux groupes, cependant, ne s'est préoccupé de l'aspect politique de la question, c'est-à-dire de la façon dont le processus politique a pu altérer tant la nature que l'application des réformes. Pour remédier à cette carence, il se penche sur cet aspect particulier des réformes sociales en France en analysant les débats parlementaires qui ont précédé la promulgation de la loi sur le travail du 2 novembre 1892 de même que les divers éléments de sa mise en oeuvre.

RÉSUMÉS

McLEAN: Peopling Glengarry County...

Dans les dernières années, des historiens canadiens se sont penchés sur les origines européennes de certains groupes d'immigrants venus au Canada à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Cependant, jusqu'à date, peu d'attention a été accordée à ceux qui immigrèrent au pays avant la Confédération. Pour tenter de remédier à cette lacune, on étudie ici les origines écossaises des immigrants qui s'établirent dans un comté du Haut-Canada, soit celui de Glengarry, entre les années 1784 et 1815.

Dans un premier temps, l'auteur donne un aperçu général des *Highlands* au XVIII^e siècle – l'ouest de Inverness-shire, en particulier — et traite des effets et conséquences qui découlèrent des changements politiques et économiques survenus pendant cette période. Dans un deuxième temps, elle analyse les origines des immigrants qui colonisèrent le comté de Glengarry, les raisons qui provoquèrent leur départ vers l'Amérique de même que les caractéristiques qui marquèrent leur émigration et leur établissement. Enfin, dans un troisième temps, l'auteur fait part de ses observations concernant tant les émigrants des *Highlands* que l'émigration vers l'Amérique du Nord britannique en général.

RADFORTH: Woodworkers...

En 1950, les méthodes de travail dans l'industrie de la coupe du bois dans le Nord de l'Ontario ressemblaient fort à ce qui s'était pratiqué un siècle auparavant. Si les scieries et les usines de pâte à papier s'étaient grandement modernisées, le travail en forêt – abattre l'arbre, le couper et le sortir de la forêt – pour sa part, était encore effectué de la même façon qu'au siècle précédent. L'abondance de la main-d'oeuvre et les faibles coûts d'exploitation ne justifiaient nullement, d'ailleurs, un besoin de changement dans ce domaine. Dans les décennies 1950 et 1960, toutefois, les changements dans les techniques s'y multiplièrent rapidement et transformèrent considérablement le travail des bûcherons.

L'auteur examine ici le processus et l'impact de la mécanisation de même que les réactions des travailleurs à ces diverses améliorations. Il appert, de fait, que tout au long de cette période de grandes transformations, les bûcherons n'ont pas seulement été affectés par les décisions stratégiques prises par la direction des compagnies d'exploitation mais qu'ils ont joué une part active, bien que souvent inconsciente, dans la mise en place de nouvelles techniques.

TAYLOR: Charles F. Sise, Bell Canada...

Depuis au moins deux décennies, la population canadienne est généralement consciente des dangers que représente la présence au pays de nombreuses corporations étrangères — la plupart, américaines. Cette inquiétude n'est pas nouvelle, cependant, puisque dès 1920 on commençait déjà à redouter et à critiquer cette présence. Ce qui est nouveau, toutefois, c'est que récemment on ne s'est pas uniquement préoccupé des retombées économiques qu'elle entraîne, mais aussi de l'influence qu'elle est amenée à exercer sur le développement politique et social du pays. De nombreux chercheurs ont donc fouillé la question et ils ont dégagé deux grandes lignes d'interprétation.

Ce sont ces grandes lignes que l'auteur résume d'abord, avant de s'arrêter à l'analyse d'un cas particulier, celui de la présence de la American Bell Telephone Company à travers sa société affiliée, la Bell Telephone Company of Canada. Il examine cette dernière pendant les vingt-cinq premières années de son existence (1880-1905) alors qu'elle était sous la direction de Charles F. Sise. Selon lui, les faits démontrent que, exception faite des années 1880-82, la maison-mère n'est jamais intervenue ouvertement dans les affaires de Bell Canada. Le cas s'ajuste donc mal au modèle conventionnel et il indique bien que de multiples études de cas seront nécessaires avant que l'on puisse tenter une analyse définitive tant de la question de l'impact des investissements étrangers sur le Canada que de celle de l'évolution structurale de ces entreprises multinationales.

TRUDEL: Un historien se penche sur son passé

Every historian ought to be invited to appear before his peers, as formal retirement looms, to present his reflections on his discipline. Looking backwards is, of course, an historian's profession; to do so in individual terms is, however, a deep personal pleasure. This is especially true when so much has taken place during one lifetime, both to the profession of which one is a part, and the society within which one grew.

The younger generation of historians should remember how different things were. It was common to come, as the author did, to the profession with a training in a different academic discipline; unlike today's teachers, one could and did become a Canadian historian without the intense formal study which marks the contemporary graduate school. Choosing a profession — research in Canadian history — was the result of happenstance; selecting a sub-field — in the author's case, the history of the French régime — was a personal one, resulting from a need to know much more about the origins of the society which developed along the St. Lawrence.

This lack of a formal historical profession in French Canada did not reflect a disinterest in the past; to the contrary, the society's culture was firmly rooted in its past. But it was a history of a special type, and its advocates were vigorously opposed to any reassessment which challenged their cherished notions. Today's younger historians must not forget the handicaps which their predecessors had to overcome. There was a day, not so very long ago, when, to write the history of French Canada, one had to be

HISTORICAL PAPERS 1982 COMMUNICATIONS HISTORIQUES

both French Canadian and an active Catholic. Behind each completed monograph stands a litany of obstacles: the precarious nature of an academic career, the chronic inadequacy of its wages, the unsatisfactory quality of archival institutions (and sometimes of their staffs), the diplomacy required to obtain the evidence one needed, and the difficulties in finding a publisher and seeing the manuscript to printing. The joy in the process rested with the personal achievement, and its acceptance by the few whose judgement you respected. Only the obstinate and truly devoted scholar survived such circumstances.

What has been achieved? History in French Canada has made enormous strides since the Second World War, in part because of the influence of a "scientific" view of historical study, in part through the cross-fertilisation of associated disciplines, in part because of the scholarly standards of contemporary historians. Ideological dogmatism, which has itself been a danger to the integrity of the history that has been written, has largely been overcome. The task of the historian remains the objective assessment of evidence, so that the integrity of history does not itself become the historian's first victim.

To assist in this difficult task historians must continue to call on the resources of sister disciplines, such as geography, sociology, economics and law. These serve to broaden one's perspective, even though some of these techniques frankly mystify us with their complexity. Sometimes it appears that the use of social science methods obscures actual results, that effective communications has been weakened by jargon, and that overspecialisation threatens the meaningful generalisation. Yet in the end one trusts that an intelligible history results. So long as the historian refuses to serve a political or ideological master, we all have a future. If the historian, on the other hand, seeks the role of prophet, he departs from his proper place.